



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 24 mars 05

Groupe enseignement général

CES
Guillaume le Segretain
D4

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n° 3 la construction européenne vous semble-t-elle évoluer vers une Europe puissance ?

P. JOINTE(S) :

Selon Raymon Aron, « La puissance est la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités » .

L'Europe unie, regrette Robert Kagan, un « faucon américain », a abandonné le concept de règlement des conflits internationaux par la force depuis 1945 et par la même sa capacité à devenir une Europe puissance.

L'Europe puissance peut être définie comme une Europe qui s'impose dans les affaires du monde et devient ainsi un acteur majeur de la scène internationale. Pour cela, il est nécessaire d'avoir les moyens politiques, diplomatiques, économiques, militaires, démographiques, géographiques....Nous pouvons donc nous demander si l'Europe, entendue ici en tant qu'Union européenne prend les moyens pour devenir une Europe puissance.

Aujourd'hui la construction européenne conduit davantage à une Europe-espace possédant des atouts réels qu'à une Europe-puissance possédant tous les atouts.

La construction européenne de ces dix dernières années peut laisser l'illusion d'une marche vers une Europe puissance, cependant l'Union européenne possède des faiblesses historiques et contemporaines qui l'handicapent. Mais surtout l'Union européenne pour devenir un jour une Europe puissance doit dès aujourd'hui faire des vrais choix politiques.

* *
*

Certes, l'Union européenne peut faire état d'une réussite extraordinaire depuis 1950 : le grand marché est ouvert, une monnaie commune circule, des "lois" communes élaborées par le triangle institutionnel Commission, Parlement, Conseil s'imposent aux États membres. Les tensions entre États membres de l'Union, sans avoir disparu, semblent bénignes par rapports aux grands affrontements hors de l'Europe communautaire. De nombreux États de la périphérie communautaire sont entrés dans l'Union.

Ainsi nous pouvons constater plus particulièrement depuis dix ans, que de nombreuses mesures concrètes ont favorisé le développement et l'importance de l'Union européenne (UE). L'Europe est toujours en construction : mise en place de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), multiplication des traités, prise de position comme à Kyoto (réduction des émissions de gaz à effet de serre) au risque de s'opposer à la superpuissance américaine, la volonté d'adopter une nouvelle constitution... Dans le domaine de la défense, plusieurs avancées sont à noter comme le lancement de l'Europe de la défense, la création d'Europol, le développement de la coopération militaire et économique (Airbus A400M, le NH90...).

Enfin nous pouvons observer que cette volonté de construire une Europe puissance a nécessité d'aborder plusieurs grands débats comme les limites géographiques de l'Union européenne, la création d'une fédération ou confédération.

La construction européenne s'est donc accélérée depuis dix ans avec une véritable prise de conscience des enjeux par les Etats membres. Cependant malgré cet optimisme de surface, l'Europe reste un paquebot difficilement manœuvrable, handicapée par des doutes et le poids de sa jeune histoire.

* *

Les Communautés européennes, dès leur naissance, s'étaient fixées des objectifs de paix intérieure et de paix internationale qui excluaient la recherche de puissance politique, laissant les États maîtres des relations internationales.

Les institutions communautaires devaient veiller, dans les domaines relevant de la souveraineté partagée, à l'équilibre entre les États petits et grands. L'objet des Communautés européennes n'était pas d'assurer la police du monde ni même la sécurité internationale des pays membres, mais de faciliter leur croissance et leur insertion dans l'économie de marché.

En 1954, le général de Gaulle s'opposa à la Communauté européenne de défense (CED) alors que le projet était une tentative pour faire de l'Europe communautaire une Europe-puissance, certes encore inscrite dans le dispositif atlantique, mais qui aurait eu les moyens institutionnels d'élaborer sa propre politique extérieure et de défense, grâce à la mise en place d'une Autorité politique européenne. Les Communautés européennes ne pouvaient pas créer un espace de puissance autre qu'économique, pourvu que cet espace n'interdise pas le développement des affaires des grandes multinationales.

Les derniers développements de l'actualité ont fait sentir aux Européens les carences de l'Union européenne dans les relations internationales et ont provoqué quelque humiliation. Le douloureux affrontement entre Israël et les Palestiniens est un échec pour l'Union européenne mais aussi pour chacun des grands États européens impliqués au Proche-Orient. L'équilibre des forces dans les Balkans semble réalisé sous couvert américain. L'affrontement hispano-marocain au large de Ceuta, sans que l'Union intervienne, révèle les lacunes de la politique méditerranéenne de l'Union. Les désaccords publics et violents entre pays de l'Union sur l'opportunité d'une intervention militaire en Irak indiquent que le mal est profond. Les mesures prises par le Conseil européen de Cologne (3 juin 1999) à propos de la défense européenne ne qualifient pas l'Union comme puissance. La création d'une force européenne de réaction rapide de 60.000 hommes n'est pas à la hauteur d'une grande politique étrangère commune. La faiblesse de la politique étrangère et de défense commune de l'Union européenne ne peut qu'inciter les États-Unis à mépriser leurs alliés européens et à les diviser.

Ainsi en raison des faiblesses liées à son histoire mais aussi des ambiguïtés auxquelles elles n'apportent pas de réponse, l'Europe n'évolue pas vers une Europe puissance. Cependant, l'Europe peut devenir un acteur global dans les rapports internationaux à condition qu'elle accepte unanimement les attributs d'une Europe-puissance.

* *

Les statistiques montrent que l'Union européenne est une puissance économique, commerciale et monétaire : 450 millions d'habitants, un PIB de 9600 milliards \$ contre 10500 milliards \$ aux USA. Mais l'élargissement de 2004 la conduit plus vers une Europe-espace que vers une Europe-puissance d'autant plus qu'elle n'a pas réussi à définir une

politique étrangère commune. Toutefois, il s'agit bien que l'Union européenne exerce une puissance aie prise sur la réalité internationale. La condition primordiale est que les Européens aient trois objectifs pour leur politique étrangère commune : la défense des intérêts de l'Union européenne en tant que double expression des intérêts des Etats-membres et de l'intérêt général européen ; l'implication de l'Union dans la solution des grands dossiers de politique internationale et la prévision des risques internationaux.

D'une part, l'expression de l'intérêt général de l'Union ne peut venir que des institutions communautaires et du Conseil européen dans le cadre de la PESD. Cette politique ne peut ignorer les héritages du passé. La France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, les Pays-Bas sont impliqués dans le monde du fait de l'histoire. Cette dimension mondiale doit être prise en compte par l'Union. S'il n'est pas impossible que la défense par l'Union des intérêts des Etats-membres puisse être contradictoire avec la recherche d'une position commune des 25, un accord doit néanmoins être recherché pour arriver à l'expression commune d'une PESD.

Enfin, la prévision des nouveaux risques internationaux entre nécessairement dans les préoccupations d'une Europe-puissance. La mise en commun des moyens d'investigation humains et techniques doit servir à construire une réflexion sur l'avenir du monde par les Européens et à prévenir les dangers. Une réponse d'ensemble de l'Union est essentielle.

Ainsi les moyens d'arriver à une Europe qui compte relèvent de la volonté politique à laquelle les citoyens peuvent concourir, d'une nouvelle diplomatie, d'une défense forte et de nouvelles institutions:

- La volonté politique doit prendre la voie d'une déclaration du Conseil européen des chefs d'Etats et de gouvernement ce qui suppose une révision des objectifs de politique étrangère de tous les États membres de l'Union. Á ce titre, le projet d'Europe-puissance dépend beaucoup de l'image que les Européens se font de leur rôle dans le monde. Sans la volonté de construire une politique extérieure et de défense forte, les Européens ne pèseront dans les relations internationales que ce que pèse chacun des États de l'Union, c'est-à-dire plus assez.

- Si la volonté politique existe, une nouvelle diplomatie est à construire. Les questions d'une représentation de l'Europe au sein du Conseil de sécurité, du droit de veto, d'une représentation de l'Union dans les pays tiers, d'une formation commune des diplomates se posent.

- Si une volonté politique prévaut au sein de l'Union en faveur d'une Europe-puissance, une défense digne des enjeux internationaux est indispensable. La coopération intergouvernementale en matière de défense, sans être inutile, n'est pas à la hauteur de ces enjeux. L'Union européenne, sans renoncer à l'Alliance atlantique et à ses organisations subsidiaires, peut organiser des forces armées conformes à ses objectifs politiques et à ses traditions. Elle en a tous les moyens financiers, humains, scientifiques. Une défense européenne est une nécessité pour faire de l'Union un partenaire dans les relations internationales.. L'absence de moyens militaires égaux en quantité et en qualité à ceux des Etats-Unis a desservi la position politique des Etats européens membres des coalitions dans les opérations des Balkans et de l'Afghanistan. Faire une Europe-puissance suppose donc que les États et l'Union élaborent une programmation militaire commune ce qui sous-entend une modification des institutions européennes.

* *

*

Ainsi malgré l'accélération de la construction européenne depuis 10 ans qui pourrait laisser penser qu'on se dirige vers une Europe puissance, les faiblesses de l'Union européenne liées essentiellement à son histoire et à l'absence d'une véritable politique étrangère commune hypothèquent son avenir. L'Europe-espace d'aujourd'hui qui risque d'être difficile à gouverner et dont la sécurité restera assurée par l'OTAN ou par les efforts nationaux de sécurité doit donc se donner les moyens de devenir une Europe-puissance : l'alternative est le déclin. Aujourd'hui la fragilité de l'Europe et de sa construction peut être vaincue par un choix résolu des opinions publics et des dirigeants politiques : l'Europe-puissance ne pourra exister qu'à cette condition. Les Européens en ont-ils conscience et sont ils prêts à davantage de sacrifices nationaux ?